



EURALIA

#PRIMAIRESCITOYENNES

LIVRETS I & II

LES CANDIDATS
ET LEURS PROPOSITIONS

LIVRET I - Les candidats

Manuel VALLS	4
SON PARCOURS	4
SA CAMPAGNE	5
Arnaud MONTEBOURG	6
SON PARCOURS	6
SA CAMPAGNE	7
Benoît HAMON	7
SON PARCOURS	7
SA CAMPAGNE	8
Vincent PEILLON	8
SON PARCOURS	8
SA CAMPAGNE	9
François de RUGY	12
Sylvia PINEL	12
Jean-Luc BENNAHMIAS	13

LIVRET II - Les propositions

EUROPE	14
ÉCONOMIE	16
SANTÉ & SOCIAL, ENVIRONNEMENT	18

SOMMAIRE

Les « Primaires Citoyennes »

DIDIER SALLÉ
PRÉSIDENT



Les primaires se suivent... et semblent s'installer durablement dans le paysage politique et démocratique français, au point que certains commentaires avertis parlent d'une élection présidentielle française qui se tiendrait dorénavant à quatre tours. C'est assurément un signe de vitalité de notre vie démocratique alors que certains pensaient qu'elle s'essouffait : les citoyens y trouvent là un lieu pour s'exprimer, tel un grand forum politique. Dans le même temps, les partis politiques pourront y voir une preuve de leur déclin, dans la mesure où les primaires viennent contester le rôle traditionnel qui leur était reconnu de sélection des candidats, à l'occasion de l'élection présidentielle.

Comme à l'occasion de la primaire de la droite et du centre, Euralia, société de conseil en affaires publiques, présente à Bruxelles et à Paris, s'est intéressée aux « primaires citoyennes » qui désigneront, les 22 et 29 janvier prochain, un candidat unique de la gauche et des écologistes pour l'élection présidentielle de 2017. Ouvertes, elles sont co-organisées par les acteurs de la Belle Alliance Populaire (dont le Parti socialiste, le Parti Radical de gauche, Génération écologie, l'UDE, le Front démocrate et le Parti Ecologiste) et viseront à départager sept candidats actuellement sur la ligne de départ.

Vous trouverez dans les pages qui suivent une synthèse qui s'efforce de faire ressortir les éléments-clés de la confrontation politique : à la fois les traits saillants de chacun des candidats et de son parcours mais aussi ses alliés ainsi que les points forts de son programme politique organisé par thème et ce pour les quatre candidats que les sondages mettent en tête.

Je vous souhaite une bonne lecture de ce nouveau guide d'Euralia.

Manuel VALLS

UNE RÉPUBLIQUE FORTE
LA FRANCE JUSTE



Ministre de l'intérieur de 2012 à 2014 puis Premier ministre entre 2014 et 2016 de François Hollande, il est soumis à un périlleux exercice d'équilibriste entre la défense du bilan socialiste et l'affirmation d'un nouveau projet.

Entré tardivement en campagne suite au désistement de François Hollande, il est sous le feu des critiques de la gauche du PS qui lui reproche sa politique économique et sociale ainsi que sa conduite du pouvoir. Le débat sur la déchéance de nationalité et l'utilisation du 49-3 ont en effet fortement divisé son camp.

Seul prétendant avec Arnaud Montebourg à s'être plié à l'exercice de la primaire en 2011, il est aujourd'hui l'un des favoris pour représenter la gauche à l'élection présidentielle. A condition toutefois de parvenir à unir derrière lui les « deux gauches irréconciliables ».

« Je revendique le droit d'Inventivité »

6 RECOURS AU 49-3

3 fois pour la Loi Travail et 3 fois pour la Loi Macron. Il souhaite désormais supprimer ce recours.

6 x
49-3

4 1/2
ANS

Le 3 janvier 2017, l'ancien Premier Ministre dit assumer ce qui a été engagé avec François Hollande mais souhaite aller plus loin dans les réformes.

AU GOUVERNEMENT

22 mois comme Ministre de l'intérieur puis 32 mois comme Premier Ministre.

Alors Premier Ministre, il a défendu l'inscription de la déchéance de nationalité et de l'état d'urgence dans la Constitution.

« Déchéance de nationalité »

5,6%

SON SCORE À LA PRIMAIRE SOCIALISTE DE 2011

Arrivé 5ème à la primaire socialiste de 2011, il soutient ensuite la candidature de François Hollande.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2007

Nicolas Sarkozy élu Président lui propose de rentrer au gouvernement. Il refuse.

2007

24
ANS

PLUS JEUNE CONSEILLER RÉGIONAL DE FRANCE

Élu en 1986 au Conseil régional d'Île-de-France, au conseil municipal d'Argenteuil en 1989 puis Maire d'Évry en 2001.

SON PREMIER MENTOR

Il adhère au Mouvement des Jeunes Socialistes en 1980 et soutient Michel Rocard. En 1988, alors devenu Premier Ministre il intègre son cabinet.

Au cabinet de Michel Rocard

TOLBIAC

EN FAC D'HISTOIRE À TOLBIAC

Il se lie d'amitié avec deux autres rocardiens : Stéphane Fouks, futur communicant et Alain Bauer futur criminologue.

NATURALISÉ FRANÇAIS

Né en 1962 à Barcelonne d'un père artiste peintre Catalan et d'une mère Suisse, il acquiert la nationalité française à 20 ans.

20
ANS

MANUEL VALLS : sa campagne

**41%**
DES PARLEMENTAIRES
PS - PRG - DVG

Soutiens au dépôt de candidature à la primaire
au 15 décembre 2016

**16/ 38**
MEMBRES
DU GOUVERNEMENT



543K
ABONNÉS
TWITTER



100K
ABONNÉS
FACEBOOK

Nombre d'abonnés au 8 janvier 2017

Son équipe de campagne



Didier GUILLAUME
DIRECTEUR DE CAMPAGNE
Président du groupe socialiste
et apparentés au Sénat.



Cindy LÉONI
CO-Pdt DU COMITÉ DE SOUTIEN
Ancienne Pdte de SOS Racisme.



Alexandre LEROY
CO-Pdt DU COMITÉ DE SOUTIEN



Olivier DUSSOPT
PORTE PAROLE
Député de l'Ardèche.



Elsa DI MEO
PORTE PAROLE
Conseillère régionale PACA.



David HABIB
PORTE PAROLE
Député des Pyrénées Atlantiques.



Marie LE VERN
PORTE PAROLE
Députée de Seine Maritime.



Mathieu KLEIN
PORTE PAROLE
Pdt du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle.



Stéphanie RIOCREUX
PORTE PAROLE
Sénatrice d'Indre-et-Loire.



Loubna MELIANE
PORTE PAROLE
Conseillère régionale d'Île-de-France.

Parmi ses soutiens



Najat VALLAUD BELKACEM
Ministre de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.



Michel SAPIN
Ministre de l'Économie et des finances.



Bruno LE ROUX
Ministre de l'Intérieur.



Claude BARTOLONE
Président de l'Assemblée Nationale.



Elisabeth GUIGOU
Députée de la Seine-Saint-Denis, ancienne Gardes des Sceaux.



Myriam EL KHOMRI
Ministre du Travail et de l'Emploi.



Jean-Vincent PLACÉ
Secrétaire d'Etat chargé de la réforme de l'Etat et de la simplification.

Arnaud MONTEBOURG

LE PROJET FRANCE



Chantre du « made in France » lors de son passage à Bercy entre 2012 et 2014, Arnaud Montebourg s'est illustré ces dernières années par son opposition à la politique économique de François Hollande et de Manuel Valls, jugée trop libérale.

Ayant quitté le gouvernement en 2014, la rupture consommée avec le couple exécutif, et après un bref passage dans le privé, il est le premier candidat aux primaires à s'être déclaré dès l'été 2016, faisant de François Hollande son principal adversaire. Seul prétendant avec Manuel Valls à s'être plié à l'exercice en 2011, il y avait créé la surprise en réunissant 17.2% des voix au premier tour, derrière François Hollande et Martine Aubry.

Par conséquent, tout autre résultat qu'une présence au second tour serait vu comme un échec pour l'ancien vainqueur de la Coupe Liebera, le concours d'éloquence de l'École de formation du barreau.

« Nous sommes dans une prison juridique »

A propos de l'Union européenne, France Inter, le 4 décembre 2016.

C'est ainsi qu'il se définit depuis son départ de Bercy.

« Entrepreneur »

SON LEIT-MOTIV

Ancien hérault de la démondialisation, dont il ne parle plus depuis 2011. Il souhaite incarner le savoir-faire français.

SON PORTE-PAROLE

Lors de l'élection présidentielle de 2007.

SON RAPPORT COMPLIQUÉ À L'EUROPE

Favorable au Traité de Maastricht en 1992 il rejoint le camp du NON lors du référendum de 2005 portant sur un Traité Constitutionnel européen.

AU BARREAU DE PARIS

2 ANS

MADE IN FRANCE

3ÈME HOMME

Ségolène Royal

NPS

OUI mais...
NON

15 ANS

AVOCAT

À BERCY

Comme ministre de François Hollande.

DE LA PRIMAIRE DE 2011

S'inspirant du modèle américain, il en est le promoteur. Il réunit 17,2% des suffrages lors de la primaire de 2011.

NOUVEAU PARTI SOCIALISTE

En 2002, membre fondateur du Nouveau Parti Socialiste avec Vincent Peillon. Il quitte le NPS en 2005.

EN TANT QUE DÉPUTÉ

Député pendant 15 ans (1997-2002)
Conseiller général pendant 7 ans (2008-2015),
Président du Conseil général pendant 4 ans (2008-2012)

Arnaud MONTEBOURG : sa campagne

6mois

DE CAMPAGNE

1 mois pour Vincent Peillon



5/7

**DE SES PORTES
PAROLES SONT DES
FRONDEURS**

soutiens au dépôt de candidature à la Primaire.



349K

**ABONNÉS
TWITTER**



70K

**ABONNÉS
FACEBOOK**

abonnés au 8 janvier 2017

Son équipe de campagne



François KALFON

DIRECTEUR DE CAMPAGNE

Conseiller Régional d'Île-de-France.

Chistian PAUL
COORDINATEUR GÉNÉRAL
PDT DU COMITÉ POLITIQUE

Député de la Nièvre.



Catherine LEMORTON

PORTE
PAROLE

Député
de Haute-
Garonne.



Philippe BAUMEL

PORTE
PAROLE

Député de
Saône-et-
Loire.



Constance BLANCHARD

PORTE
PAROLE

Adjointe
au Maire
d'Arcueil.



Patrice PRAT

PORTE
PAROLE

Député du
Gard.



Yann GALUT

PORTE
PAROLE

Député et
Conseiller
départemental
du Cher.



Habiba BIGDADE

PORTE
PAROLE

Adjointe au
maire de
Nanterre.



Jérme GUEDJ

PORTE
PAROLE

Conseiller
départemental
de l'Essonne.

Parmi ses soutiens



Guy BEDOS

PDT COMITÉ
DE SOUTIEN
Humoriste



Aurélie FILIPETTI

Ancienne
Ministre de
la Culture.
Députée de la
Moselle.



Laurent BAUMEL

Député
frondeur
d'Indre-et-Loire.



Emmanuel MAUREL

Député
européen



Mathieu PLANE

Directeur
adjoint de
l'OFCE (en
disponibilité)



Chritiane TAUBIRA

Ancienne
Garde des
Sceaux. Son
soutien en 2011.

Benoît HAMON

FAIRE BATTRE LE COEUR
DE LA FRANCE



Ancré à la gauche du PS, ce proche d'Henri Emmanuelli, de Martine Aubry et de Laurent Fabius, est convaincu de pouvoir créer la surprise en se qualifiant au second tour de la primaire grâce à un programme qu'il souhaite visionnaire et résolument de gauche.

Ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire et à la Consommation et après un court passage à l'Éducation entre 2012 et 2014, il quitte le gouvernement en même temps qu'Arnaud Montebourg, sur fond de désaccord sur la politique économique de Manuel Valls, qu'il aura toutefois aidé à devenir Premier ministre quelques mois plus tôt.

A 49 ans, Benoît Hamon souhaite incarner le renouveau en politique après un militantisme politique de longue date, ancien Président du MJS en 1993, et les nombreux mandats occupés comme conseiller régional, député ou député européen.

4
MOIS

MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

d'avril à août 2014.

« Rééquilibrer les pouvoirs
entre consommateurs et
professionnels »

En 2013, il fait voter un projet de loi
sur la consommation.

ESS

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

De Mai 2012 à Mars 2014 il est
ministre délégué à l'Économie
sociale et solidaire, il fait voter une loi
favorisant l'entrepreneuriat social.

« Moi j'expérimente le stade
ultime du non-cumul :
plus de mandat du tout »

SANS MANDAT

Le score du Parti socialiste aux
Européennes de 2009 (16,48%),
ne lui permet pas de siéger au
Parlement européen.

NON

NONISTE

Il s'oppose au Traité établissant une
Constitution en 2005. Il soutient le
Traité de Maastricht en 1992.

FONCTIONS ÉLECTIVES EXERCÉES

Député européen, député et
Conseiller Régional d'Île-de-France.

3

NOUVEAU PARTI SOCIALISTE

Au sein du Parti socialiste, il est
un des animateurs du NPS. Il est
fondateur de « Nouvelle Gauche » et
du cercle « La Forge ».

NPS

AU MJS

Il préside le Mouvement des Jeunes
Socialistes pendant deux ans de
1993 à 1995.

Président du
Mouvement
des Jeunes Socialistes

19
ANS

Il s'engage en politique à 19 ans.

Il passe une partie de son enfance à
Dakar de 8 à 12 ans.

DAKAR

Benoît HAMON : sa campagne

13
PORTE-PAROLLES

18
DÉPUTÉS FRONDEURS
parmis les soutiens déclarés



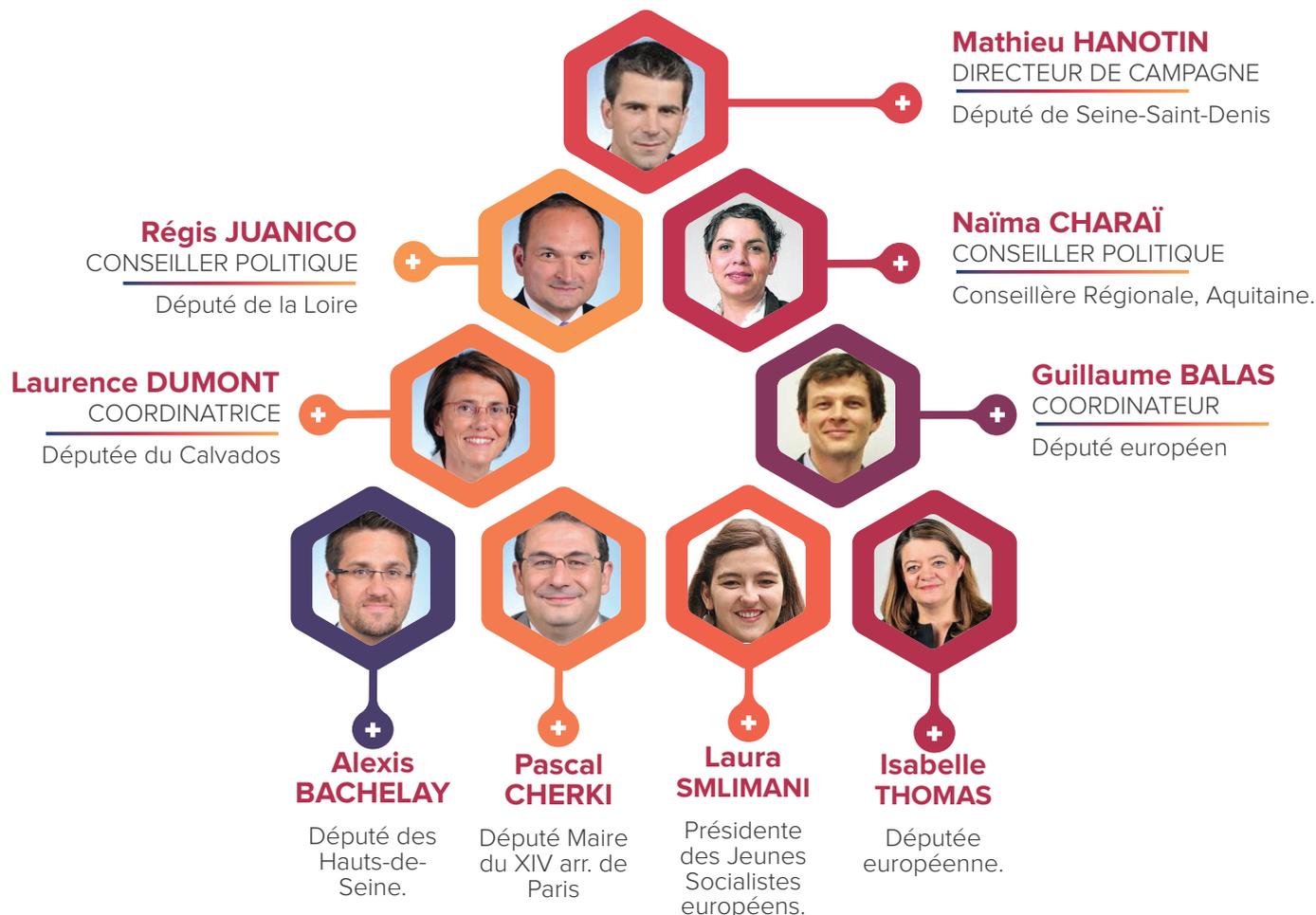
253K
ABONNÉS
TWITTER



52K
ABONNÉS
FACEBOOK

abonnés au 8 janvier 2017

Son équipe rapprochée



Parmi ses soutiens

...le regard bienveillant



Henri EMMANUELLI

Député des Landes.



Philippe MARTIN

Député du Gers, ancien Ministre de l'Ecologie.



Edouard MARTIN

Député européen.



Martine AUBRY

Maire de Lille.

« Ce qui m'a toujours frappé chez Benoît, c'est qu'il comprend bien la société. »

L'Obs 6 janvier 2017.

Vincent PEILLON



Candidat « surprise », Vincent PEILLON annonce sa candidature tardivement, lui laissant seulement un mois pour faire connaître son programme, un temps très court qui présente un handicap face à ses principaux rivaux en particulier Arnaud Montebourg et Benoît Hamon.

Malgré un parcours politique éprouvé - en tant que député, député européen, ministre - le soutien de poids lourds du PS et la volonté affichée de défendre le bilan de François Hollande, cet intellectuel rodé à l'élaboration des projets politiques au sein PS doit convaincre de la pertinence de sa démarche.

Avec un budget de campagne réduit qui le contraint de limiter ses meetings, celui qui souhaite faire le lien entre l'aile gauche et l'aile droite du PS mise sur les débats télévisés pour véritablement lancer sa campagne.

Je n'y serais pas allé, si Hollande avait été candidat

Entretien au Monde, le 12 décembre 2016.

AU PARLEMENT EUROPÉEN

Il siège de juillet 2004 à juin 2012. Il est réélu dans la circonscription Sud-Est en juillet 2014.

10 ANS

1 AN
10 MOIS

SON PORTE PAROLE

Dès 2006 il soutient Ségolène Royal. Il devient son porte-parole pendant la campagne présidentielle de 2007.

Ségolène Royal

NPS

MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Ministre du gouvernement Ayrault, il rétablit pour la rentrée 2013 la semaine de 4 jours 1/2.

NOUVEAU PARTI SOCIALISTE

Courant qu'il crée au Congrès de Dijon en 2003 avec Arnaud Montebourg.

MANDATS ÉLECTIFS

Député européen (3 fois) et député de la Somme.

4

23 ANS

AU PARTI SOCIALISTE

Au sein du Parti socialiste, il est un des animateurs du NPS. Il est fondateur de «Nouvelle Gauche» et du cercle «La Forge».

DÉPUTÉ DE LA SOMME

Il siège au Palais Bourbon de 1997 à 2002. Il présente un rapport d'information porté par Arnaud Montebourg sur le blanchiment des capitaux en Europe.

5 ANS

Henri Emmanuelli

SA PREMIÈRE EXPÉRIENCE POLITIQUE

En 1992, alors Président de l'Assemblée Nationale, il rejoint le cabinet d'Henri Emmanuelli, alors Président de l'Assemblée nationale

Agrégé de Philosophie, Il enseigne pendant 7 ans.

AGRÉGÉ

Vincent PEILLON : sa campagne

1 MEETING
AVANT LE 1ER TOUR DES
PRIMAIRES

Soutiens exprimés au dépôt des candidatures le
15 décembre 2016.



7/12
DES DÉPUTÉS
EUROPÉENS PS



58,5K
ABONNÉS
TWITTER



6,3K
ABONNÉS
FACEBOOK

abonnés au 8 janvier 2017.

Son équipe de campagne



Parmi ses soutiens



François de RUGY

LA FRANCE DE TOUS LES PROGRÈS



François de RUGY, député et vice-président de l'Assemblée Nationale, est le candidat écologiste à la primaire de la Belle Alliance Populaire. Sa candidature a été portée par deux ministres : Emmanuelle COSSE et Barbara POMPILI et par sept parlementaires. Il se positionne comme le candidat « social-écologiste », une troisième voie face aux leaders de la primaire.

Face à des intentions de vote autour de 1%, François de RUGY ne se fait pas d'illusion et souhaite avant tout faire le meilleur score possible pour ramener l'écologie au cœur

des débats de la présidentielle. Cet objectif se retrouve également dans son programme. En effet, ce dernier s'articule autour de 66 propositions faisant la part belle à l'écologie et aux thématiques sociétales. On y trouve ainsi des objectifs ambitieux tels qu'une production d'électricité 100% renouvelable d'ici 2050, mais aussi des thématiques plus historiques telles que la législation sur le cannabis ou l'ouverture de la PMA pour toutes les femmes.

François de RUGY a réuni autour de lui une équipe de 7 représentants régionaux, à la fois issus de la société civile et du monde politique : Jean-Luc VAYSSIERE (Professeur d'université), Amigo YONKEU (militant associatif et politique), Florence de MASSOL (élue de Paris), Muriel CASALASPRO (élue de Montreuil), Farid BEN MALEK (conseiller municipal de Malakoff) et Guillaume VUILLETET (secrétaire général du Parti Écologiste et maire adjoint de Méry sur Oise) chargés de défendre le projet de François de RUGY sur tout le territoire.

François de RUGY a commencé sa carrière politique au sein des Verts, qu'il a rejoint en 1997. Après avoir exercé des fonctions au niveau local, il devient député en 2007 pour la première circonscription de Loire-Atlantique. A sa réélection en 2012, il devient coprésident du groupe Europe Ecologie Les Verts (EELV) avec Barbara POMPILI, mais en 2015, il décide de quitter le groupe avec 5 autres députés suite au refus de certains membres d'EELV de participer au Gouvernement. Il est aujourd'hui à la tête du mouvement « Ecologiste ! » qui réunit les écologistes en faveur de la politique menée par le gouvernement.

Sylvia PINEL



Sylvia PINEL, est la seule femme à se lancer dans la primaire de la Belle Alliance Populaire. Investie par le Parti Radical de Gauche (PRG) le 26 novembre, pour une candidature directe, elle annonce finalement son ralliement à la primaire de gauche, le 14 décembre, suite au retrait de François HOLLANDE de la course à la présidentielle.

Porté par le slogan « l'Audace pour la France » son programme s'articule autour de 3 thématiques : la croissance et l'emploi, les valeurs de la République, et l'Europe. Parmi ses propositions phares, Sylvia PINEL défend une réduction des charges

fiscales et sociales des entreprises, le septennat non renouvelable pour le Président de la République, ou encore la mise en œuvre d'une Europe de la Défense.

Bien qu'elle ait été ministre et qu'elle ait conquis la région Occitanie / Pyrénées - Méditerranée lors des élections régionales, Sylvia PINEL souffre d'un déficit de popularité avec des intentions de vote autour de 2%. Son score le 22 janvier au soir sera comparé avec celui du candidat PRG présent lors de la primaire de gauche de 2011, Jean-Michel BAYLET, qui avait réuni 0.64% des voix.

Sylvia PINEL est une femme politique qui a débuté sa carrière aux côtés de Jean-Michel BAYLET, alors Président du Conseil Général du Tarn-et-Garonne, puis elle devient député de la deuxième circonscription du Tarn-et-Garonne en 2007. En 2012, elle rejoint le Gouvernement où elle occupe plusieurs postes de ministre. Elle se fait connaître au travers de deux grandes réformes : la réforme du statut des auto-

entrepreneurs lorsqu'elle est ministre déléguée à l'Artisanat, au Commerce et au Tourisme, et la loi PINEL visant à lutter contre les effets néfastes de la loi DUFLOT lorsqu'elle occupe le poste de ministre du Logement. Elle démissionne finalement du Gouvernement en 2016, après son élection au Conseil Régional d'Occitanie.

Jean-Luc BENNAHMIAS

MODERNISER, RAJEUNIR LA
DÉMOCRATIE FRANÇAISE



Jean-Luc BENNAHMIAS est un candidat atypique. Il a en effet fréquenté différents partis politiques des Verts jusqu'au MODEM de François BAYROU. Son parcours politique se retrouve d'ailleurs dans son objectif de campagne : faire un arc républicain de Jean-Luc MELENCHON à Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET afin de faire face aux conservateurs.

Jean-Luc BENNAHMIAS se considère plutôt comme un soutien de François HOLLANDE, dont il défend le bilan à l'exception du projet de loi sur la déchéance de la nationalité, c'est pourquoi certains médias ont qualifié sa candidature « d'effet Poisson » en référence Jean-Frédéric POISSON candidat à la primaire de la droite et qui a récolté 1,4% de voix, ce que Jean-Luc BENNAHMIAS dément affirmant avant tout vouloir faire bouger les lignes.

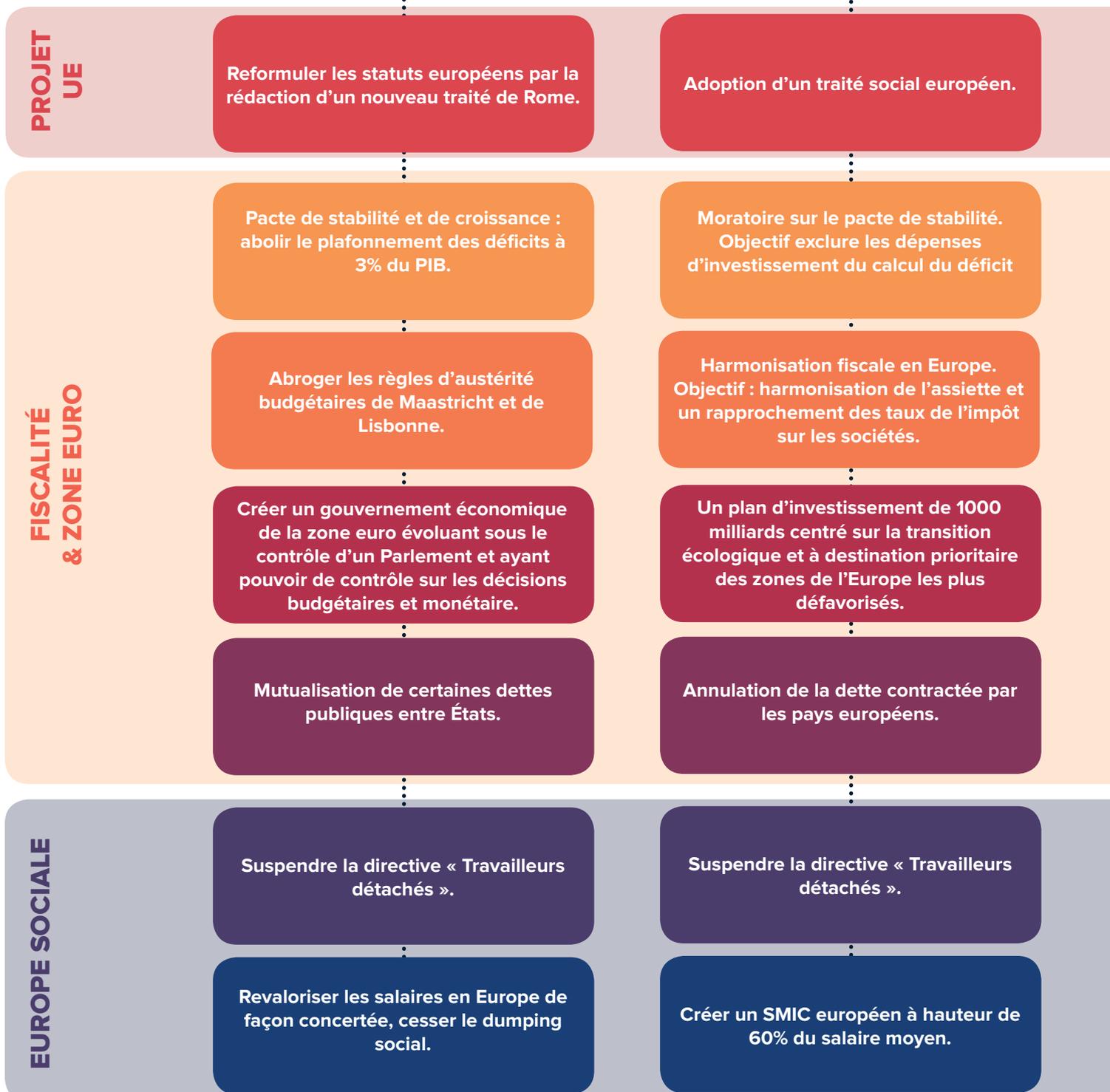
Jean-Luc BENNAHMIAS est un journaliste et homme politique français. Il s'est d'abord engagé au sein du Parti Socialiste Unifié avant de rejoindre les Verts au sein desquels il occupe des responsabilités, notamment celle de secrétaire national du parti (1997 – 2001). Il se retrouve en dissidence

avec les Verts et décide de rejoindre le MODEM de François BAYROU, mais déçu par le virage à droite du parti il fonde en 2014 le Front démocrate. Il est élu au Parlement Européen une première fois en 2004 sur la liste des Ecologistes puis à nouveau en 2009 comme représentant du MODEM. Il apporte son soutien à François HOLLANDE à l'occasion de la campagne de 2012, mais ne sera jamais remercié par un poste ministériel.

LES PROPOSITIONS : Europe

Défiance
vis-à-vis de
l'UE

Arnaud
MONTEBOURG



**Benoît
HAMON**



**Manuel
VALLS**



**Vincent
PEILLON**



**Vers plus
d'intégration**



Pas de Turquie dans l'Union européenne.

Acter une pause dans le processus d'élargissement pour que l'Europe puisse se concentrer sur elle-même et retrouver le sens de son projet.

**PROJET
UE**

Organiser avec l'Allemagne une conférence de refondation du projet européen (modèle social européen, maîtrise des frontières, souveraineté des intérêts UE).

Respecter les engagements européens de désendettement et de baisse des déficits.

Taxer lourdement les importations sur le marché intérieur ne respectant pas les règles sociales et environnementales

Défendre les normes sociales et environnementales dans les négociations commerciales internationales

**FISCALITÉ
& ZONE EURO**

Mettre en place un outil européen de contrôle des investissements stratégiques, destiné à garantir la sécurité économique de l'UE.

Plan d'investissement européen de 1000 milliards d'euros.

Recentrer l'Europe sur ses missions premières en limitant la prolifération des normes et les contrôles.

New Deal européen – proposer la création d'un budget de la zone euro pour soutenir l'activité et l'emploi.

Créer un livret d'épargne européen.

Révision de la directive « Travailleurs détachés ».

Proposer l'idée d'un salaire minimum européen.

Instaurer un salaire minimum et une protection sociale au niveau européen.

EUROPE SOCIALE

LES PROPOSITIONS : Économie

Retour de l'État



Benoît HAMON



Arnaud MONTEBOURG



APPRENTISSAGE & FORMATION

Création d'un droit universel à la formation tout au long de la vie.

Fusionner les budgets de formation professionnelle des conseils régionaux et des chambres de commerce en un unique service public local et autonome.

Former les chômeurs à un nouveau métier pendant un an sur les 24 mois d'indemnités.

FISCALITÉ DES ENTREPRISES EN FAVEUR DE L'EMPLOI

Création d'une taxe sur les robots intelligents, visant à financer une protection sociale pour les travailleurs remplacés par une machine.

Créer une « Banque d'encouragement au risque » cautionnant 90% des emprunts et crédits au PME, TPE, start-up, artisans et commerçants.

Réduire le coût du capital en modulant l'impôt sur les sociétés en fonction de la part de bénéfices réinvestis.

Rendre obligatoire l'investissement d'entre 10 et 20% des montants d'épargne de l'assurance vie dans les PME françaises pour un minimum de 150 milliards en 5 ans.

Conditionner les crédits d'impôt consentis chaque année par le CICE à la réalisation d'objectifs de création de postes, de progrès écologiques et d'une réduction du temps de travail.

Inclure les salariés des PME de moins de 50 salariés dans la participation aux bénéfices des entreprises.

Réinvestir les 10 milliards d'euros du CICE réformé pour rendre la CSG progressive.

Vincent PEILLON



Manuel VALLS



Social-réformisme



Relever l'âge-plafond pour entrer en apprentissage de 25 ans à 30 ans.

Augmenter le temps passé par les apprentis sur le lieu de travail afin d'inciter les employeurs à avoir recours à ce dispositif.

Conditionner le versement du CICE à la conclusion d'accords de branche ou d'entreprise portant sur la formation, la recherche, le développement et la qualité de l'emploi.

Elargir le taux réduit d'IS de 15% dont les PME bénéficient pour leurs premiers 38 000 euros de bénéfices à leurs premiers 100 000 euros de bénéfices.

Inciter les entrepreneurs à transmettre leur entreprise à leurs salariés réunis en SCOP : une exonération de la taxation sur les plus-values pourra être accordée.

Rétablir la hiérarchie des normes dans le droit du travail.

Garantir le droit à une formation qualifiante tout au long de la vie

Donner une dotation initiale aux jeunes qui s'engagent dans la vie active par le biais du CPA.

Harmoniser les taux d'impôts sur les sociétés qui varient du simple au triple dans l'Union européenne

Revenir sur la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires.

APPRENTISSAGE
& FORMATION

FISCALITÉ DES ENTREPRISES EN FAVEUR DE
L'EMPLOI

LES PROPOSITIONS : Santé & Social - Environnement

**Benoît
HAMON**



**Arnaud
MONTEBOURG**



SANTÉ & SOCIAL

Encourager les maisons de santé pluridisciplinaires.

Lutter contre les déserts médicaux en retirant le conventionnement aux médecins qui s'installent en zone sur-dotée.

Ouvrir des centres d'accueil du Planning familial dans toutes la France.

Création de 5000 postes dans la fonction publique hospitalière.

Lutter contre les déserts médicaux en salariant les médecins et en créant des dispensaires publics en complément des maisons de santé.

Etablir un plafonnement légal des tarifs des actes prothétiques et des soins les plus courants.

ENVIRONNEMENT

Plan d'investissement dans la rénovation énergétique.

Lutter contre les pesticides et les perturbateurs endocriniens.

Priorité de l'attribution du foncier agricole aux projets bio ou agroécologique.

50% d'énergies renouvelables dès 2025 et sortir du diesel à l'horizon 2025.

Investir 100 milliards d'euros pour la rénovation thermique et le développement des transports propres.

Investir 20 milliards d'euros pour une relance écologique dans les territoires.

Soutenir la fabrication coopérative d'énergie au plus près du domicile.

Créer un fonds d'investissement public pour soutenir la production d'énergie renouvelable.

Vincent PEILLON



Donner à l'hôpital public les moyens de ses missions.

Poursuivre l'installation des maisons de santé et inciter 20 000 médecins remplaçants à exercer dans ces zones par des exonérations de cotisations et d'impôts.

Consolider et étendre le tiers payant.

Orienter les investissements européens vers la transition énergétique et proposer une taxe carbone européenne.

Supprimer progressivement les subventions nuisibles à l'environnement.

Favoriser l'agriculture raisonnée.

Réduire la part du nucléaire à 50% de la production électrique et supprimer progressivement le diesel qui sera interdit à l'horizon de 2025.

Manuel VALLS



Mettre fin aux dépassements d'honoraires en secteur II conventionné en proposant une convergence tarifaire progressive vers un tarif unique.

Renforcer et faciliter l'accès aux soins primaires, accompagner plus encore le virage ambulatoire et limiter au maximum l'hôpital.

Améliorer l'accès aux soins en remboursant à 100% un ensemble de soins de ville.

Organiser une grande conférence environnementale dès l'automne 2017 pour fixer une feuille de route ambitieuse.

Orienter les soutiens publics à l'économie en priorité vers les technologies bas carbone et l'économie circulaire.

Réunir les ministères de l'écologie, de l'industrie et de l'énergie dans un ministère unique afin de coordonner les efforts de la France dans ce domaine.

Continuer à développer les énergies renouvelables et faire de la France un leader européen.

SANTÉ & SOCIAL

ENVIRONNEMENT



EURALIA

Spécialistes des affaires publiques européennes et françaises depuis 1993, nous accompagnons nos clients auprès des acteurs institutionnels et des parties prenantes et les conseillons dans l'élaboration d'une stratégie sur-mesure, fondée sur notre expertise et notre savoir-faire.

Notre équipe est composée de professionnels des affaires publiques qui disposent d'une expérience solide dans un large éventail de domaines d'action. Avant toute initiative, nous évaluons les besoins de nos clients afin que notre action soit la plus pertinente possible. Nous développons par ailleurs une approche intégrée qui permet de renforcer l'efficacité des stratégies mises en place pour nos clients.

Notre expérience prouve qu'une relation de confiance avec nos clients, fondée sur un suivi individualisé, permet d'atteindre des meilleurs résultats.

EURALIA se tient à votre disposition pour devenir votre partenaire et construire avec vous une stratégie en affaires publiques efficace, à Paris ou à Bruxelles.

Nous sommes membre actif de deux organisations représentant la profession, EPACA (European Public Affairs Consultancies Association) à Bruxelles, et AFCL (association française des conseils en Lobbying) à Paris, qui visent à promouvoir le plus haut niveau de conduite professionnelle dans les affaires publiques européenne et française.

Notre approche s'inscrit au-delà du respect de ces codes de conduite dans la mesure où nous prenons très au sérieux les problématiques de transparence et d'éthique, que nous mettons en œuvre quotidiennement. À ce titre, nous sommes inscrits au registre de transparence commun de la Commission européenne et du Parlement européen.



Ont contribué à cet ouvrage :
Thibault BOUSQUET, Alice CAUBRIERE, Louis-Marie DURAND,
Marie LEBEC, Pierre-Jean VERRANDO.

© EURALIA, 18 janvier 2017

